

*Relations Nord-Sud*

Avant de commenter la réponse du gouvernement au rapport déposé aujourd'hui à la Chambre, permettez-moi de résumer l'essentiel de la question: en dépit de notables efforts de développement déployés au cours des vingt dernières années, le problème progresse plus vite que la solution. Le problème est l'économie mondiale. L'économie mondiale est en si mauvais état qu'elle met en péril les intérêts immédiats et futurs de toutes les nations. Le problème de la pauvreté et de la faim s'aggrave chaque jour; 800 millions de personnes vivent dans l'indigence et leur nombre s'accroît sans cesse. Les pénuries de grain et d'autres denrées sont des signes précurseurs de la faim et de la famine. Les deux milliards de personnes qui s'ajouteront à la population mondiale d'ici vingt ans rendront encore plus précaires les ressources de la planète. Pourtant, la capacité industrielle du Nord est sous-utilisée—d'où un chômage élevé—tandis que le Sud a un urgent besoin de ces produits que pourrait fabriquer le Nord. L'inflation galopante, les taux d'intérêt élevés et les interventions erratiques des gouvernements entravent sérieusement le commerce et les investissements internationaux.

Dernièrement, j'ai été à même de constater en Afrique des résultats concrets d'une réalité qu'on appelle la balance des paiements. Un plus grand nombre d'enfants meurent de sous-alimentation et de maladies d'origine hydrique parce que l'on a réduit les budgets consacrés au développement, réduction rendue nécessaire par la balance des paiements. Au Kenya, l'un des pays les mieux partagés, il a fallu réduire de moitié le plan de développement quinquennal qui n'en était qu'à sa deuxième année. Le fléau du chômage s'aggrave en Afrique, les agriculteurs artisans devant émigrer à la recherche d'un sol fertile et de bois à brûler.

Ces conditions déplorables enlèvent à la génération montante toute perspective d'emploi futur. La génération qui survit. Car sur les 122 millions d'enfants nés en 1979, l'Année internationale de l'enfant, un sur dix était décédé au bout d'un an. Au cours de la même année, près de cinq millions de petits enfants, un sur quatre, étaient aussi décédés. Et pourtant dans la majorité des cas, le décès était causé par des maladies qu'on ne rencontre que dans les cas de sous-développement avancé.

Je crois que le grand défi est de susciter la volonté politique nécessaire au progrès dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture, de la technologie et des communications dans tous les pays en voie de développement, tout en assurant la protection de l'écologie, de la culture, de la religion et de la structure familiale traditionnelle. Il faudra inventer de nouveaux mécanismes pour que des associations créatrices voient le jour fondées sur l'intérêt mutuel. Barbara Ward a consacré toute sa vie à chercher à convaincre les chefs politiques. Quant à moi, je jugerai de la politique que le Canada voudra se donner en s'inspirant du rapport du groupe d'étude sur les relations nord-sud, à partir des cinq principes suivants.

Premièrement, la sécurité alimentaire internationale par l'accroissement de la production alimentaire, des réserves et des moyens de parer efficacement aux situations d'urgence.

Deuxièmement, la sécurité énergétique internationale grâce à la conservation, aux investissements dans l'utilisation de l'énergie, surtout dans les pays en voie de développement, et la stabilisation des prix.

Troisièmement, la stabilité économique pour parer aux déficits des pays importateurs de pétrole, pour mieux recycler les excédents pétroliers et rectifier les déséquilibres actuels.

Quatrièmement, l'autosuffisance grâce au commerce. Libérer les échanges pour favoriser le développement de l'industrie et de l'agriculture dans les pays en voie de développement, et prévoir des mesures de rajustement pour certains secteurs des pays industrialisés.

En cinquième lieu, il s'agit de réduire l'écart qui existe entre les dépenses en matière d'armements et les dépenses en matière d'expansion.

Il est inutile de nous lancer en vaines protestations et de nous demander quoi faire. La stratégie de développement international pour la décennie 1980, adoptée par les Nations Unies, conçoit le développement comme un processus global, et a accordé aux objectifs de développement humain et social une importance nouvelle et accrue. Même la Banque mondiale s'inspire aujourd'hui de ces arguments.

Il est par ailleurs vain de chercher à déterminer si notre motivation devrait être humanitaire ou égocentriste. Les deux notions sont valables et liées de très près au dialogue Nord-Sud. Il est clair maintenant que l'évolution des pays en voie de développement, dont certains sont en voie d'industrialisation rapide, aura des répercussions importantes sur l'avenir de l'économie du Canada. La misère humaine prévaut encore dans les pays en voie de développement et le tiers monde nous apparaît encore comme étant accablé par la pauvreté, au point qu'on oublie les progrès économiques remarquables accomplis dans les pays à prospérité relative. Dans la «Harvard Business Review», on rapportait récemment que 34 des 500 plus grosses sociétés internationales sont désormais installées dans des pays en voie de développement.

Jusqu'ici, les liens économiques établis par le Canada avec ces pays sont faibles. Nous avons appris que 11 p. 100 des exportations du Canada étaient destinées au tiers monde; or ce chiffre nous paraît faible comparé à celui des exportations de nos principaux partenaires industriels vers cette même région du globe; en effet, plus de 37 p. 100 des exportations des États-Unis, 45 p. 100 des exportations du Japon et 18 p. 100 des exportations des pays de la Communauté européenne, sont destinées aux pays en voie de développement.

● (1750)

C'est la même chose dans le domaine de l'investissement. Nous sommes à la remorque de nos partenaires industriels dans nos relations avec les pays en développement. Déjà, en 1978, le Conseil économique du Canada nous avertissait, dans une étude intitulée «For a Common Future: A Study of Canada's Relations With the Developing Countries» que le simple fait que de nombreuses sociétés étrangères investissent dans le secteur du développement allait provoquer pour le Canada une perte de marchés et, partant, une perte d'emplois et de bénéfices, si les sociétés canadiennes ne faisaient pas la même chose.

Comme le recommandait John F. Bulloch, président de la Fédération canadienne des entreprises indépendantes, les industriels canadiens devraient rechercher de nouveaux débouchés pour des échanges commerciaux et des projets conjoints dans les pays en développement, particulièrement ceux qui s'industrialisent rapidement. Il ne fait aucun doute que l'accroissement de nos échanges commerciaux avec les pays en